

«Ceux qui voient cette lente construction d'un État comme une destruction, ce sont les francophones.»

Pierre VERJANS, politologue

6 réformes de l'État. Apparemment, les parlementaires ne veulent pas d'une septième. Sauf la N-VA.

Les députés fédéraux pour un retour à un pays plus uni...

Pour une refédéralisation, vraiment ?

Une majorité des députés fédéraux voudraient une refédéralisation.

Retournement de veste ?

Remord ? Mouais...

● **Interview : Martial DUMONT**

Selon une enquête publiée hier par le CRISP et réalisée auprès de parlementaires par les professeurs Dave Sinardet (VUB), Min Reuchamps (UCL) et Jérémy Dodeigne (UCL) beaucoup de politiques (hormis à la N-VA, au Vlaams Belang et un peu au CD&V) sont pour une refédéralisation du pays.

Analyse avec le politologue Pierre Verjans

Pierre Verjans, les parlementaires qui se plaignent aujourd'hui et voudraient une refédéralisation de certaines matières, sont tout de même dans une sacrée contradic-

tion, non ?

C'est le problème de parlementaires à qui leur parti impose un vote mais avec lequel ils ne sont pas forcément d'accord. Regardez la problématique du décumul des mandats en Wallonie : députés PS et cdH disent tous qu'ils sont contre. Mais ils ont bien été obligés de voter le décret, même s'ils trouvaient que c'était une erreur. Pour la 6^e réforme, c'est pareil. La majorité des députés, surtout francophones, ne la soutenaient pas.

Dans cette enquête il semble également que la majorité des électeurs sont aussi pour plus de Belgique et moins de région. Visiblement les partis ne les ont pas écoutés ! C'est inquiétant pour la démocratie non ?

Ça peut paraître curieux, en effet. Mais on laisse faire les partis. Ce sont tout de même les électeurs qui décident de les mettre au pouvoir. Ce sont eux qui renforcent les partis nationalistes, même s'ils ne

sont pas d'accord avec eux. Dans le cas de la N-VA, sans doute parce qu'ils sont d'accord avec son programme socio-économique. Et qu'ils veulent aussi voir de nouvelles têtes...

La même enquête avait eu lieu en 2014. Et on s'aperçoit aujourd'hui que la vision des parlementaires a changé en deux ans. Pourquoi ?

L'effet de choc. Ils se rendent compte aujourd'hui de ce qu'ils ont voté. Et se disent sans doute «ah zut, on n'aurait pas dû le faire»...

Cette «prise de conscience» aura-t-elle une influence sur les prochaines élections et le prochain gouvernement ? C'est une tendance de fond ?

Ça dépendra des résultats. Si la N-VA reste incontournable, elle réussira à imposer sa présence. Et elle pourrait très bien se présenter en 2018 sans programme institutionnel, en dépit de ce qu'elle dit aujourd'hui... ■

Le PS plus régionaliste

Les parlementaires francophones et les parlementaires flamands de l'Open VLD, du sp.a et de Groen sont partisans d'une légère refédéralisation de certaines

compétences alors qu'ils étaient favorables à une défédéralisation en 2011. De manière globale, on observe d'ailleurs une évolution qui va vers moins de défédéralisation, particulièrement au MR puis au CD&V.

Le fossé s'agrandit avec les partis les plus en pointe pour

la défédéralisation, la N-VA et le VB. De l'autre côté du spectre, le PTB/PVDA est également isolé, pas loin du retour à la Belgique unitaire.

L'enquête a également mesuré l'attachement identitaire des parlementaires. Sans surprise, on ne retrouve quasiment aucun élu N-VA et VB se

sentant belge.

Les élus MR sont les plus «belges». L'identité wallonne est fortement affirmée chez les élus PS ; elle est la moins forte chez les parlementaires MR, cdH et Écolo qui se situent dans une position intermédiaire.

La lente construction de l'État flamand

Pierre Verjans, tous ces parlementaires qui veulent une refédéralisation, ça veut dire que la Belgique n'est peut-être pas sur une pente savonneuse ? On ne serait pas si prêt de l'explosion ?

J'aime mieux l'image de la pente que celle de l'explosion. Personne ne veut d'un scénario qui ferait peur aux investisseurs. Quoi qu'il se passe, tout sera négocié. Et puis la pente elle ne va pas forcément dans le sens que l'on croit.

Comment cela ?

Ce n'est pas une descente mais une construction lente, pas à pas, de la Flandre. Depuis 1302 et la bataille des Éperons d'or, les Flamands veulent se libérer. Ils ont été barrés par les rois de France, puis par les Pays-Bas et enfin par la Belgique qui les emprisonne. Ceux qui voient cette lente construction d'un État comme une destruction, ce sont les francophones...

Quand on voit comment réagissent les parlementaires, on peut dire que la N-VA est réellement isolée ?

Oui. Mais à côté d'elle, il y a le Vlaams Belang. C'est une sacrée masse électorale. L'électorat du VB, c'est peut-être un résidu, mais un gros résidu tout de même...

Au niveau du MR, on s'aperçoit que la majorité des députés a changé

son fusil d'épaule et plaide aujourd'hui pour une refédéralisation. Mais ce sont quand même les libéraux qui ont donné l'imprimatur pour un gouvernement incluant la N-VA. C'est paradoxal, non ?

Là, le MR a beau jeu que ce n'est pas lui qui a donné l'impulsion pour la 6^e réforme de l'État. Il ne faut pas oublier que le MR a été très anti-N-VA. C'étaient les premiers à dire « jamais avec les nationalistes flamands ». C'est le gouvernement précédent, sous la houlette d'Élio Di Rupo, qui a élaboré la réforme...

Justement, à propos du PS, il y a comme une position schizo-phrénique : d'un côté les parlementaires fédéraux socialistes disent qu'ils veulent refédéraliser, et de l'autre les députés et le gouvernement wallon plaident pour une accentuation du fait régional, notamment en plaidant pour une régionalisation de l'enseignement...

Oui, tout à fait. La position du Parti socialiste est ambiguë. Mais, bon, au fédéral ils sont dans une position facile. Aujourd'hui qu'ils n'ont pas de responsabilités, ils peuvent dire qu'ils n'étaient pas pour la 6^e réforme de l'État, qu'on les a obligés à la faire et que celle-ci était une mauvaise idée... ■

M. Dum.